

ALERTE
Conférence de presse
28 novembre 2008.

Introduction :

Hier il ne fallait pas présenter les pauvres comme des victimes : ils étaient responsables de leur situation, ils étaient traités d'assistés, ils étaient disqualifiés.

Aujourd'hui les économistes sont disqualifiés, les banquiers sont assistés, et les experts annoncent que les pauvres seront les premières victimes de la crise, et que les moins pauvres vont aussi souffrir.

Les pauvres ne doivent pas être les victimes annoncées de la crise. Les associations ne veulent pas être les régulateurs de la seule croissance prévue, celle de la pauvreté.

On nous demande aujourd'hui tous les jours si la crise a des effets sensibles, s'il y a une augmentation des demandes des plus pauvres (et des « moins pauvres » !) auprès des associations.

Il faudrait que l'opinion publique et les médias se souviennent que nous parlons depuis longtemps déjà d'une augmentation de la précarité : non seulement les plus pauvres ne sont pas sortis de leur situation avec la diminution du chômage des dernières années, mais le nombre de précaires, de travailleurs pauvres a augmenté.

Vingt ans après la mise en place du RMI, dix ans après la grande loi de lutte contre les exclusions, notre pays n'a pas su inventer un modèle social efficace et juste. Les inégalités augmentent, et le souci des plus pauvres est traité à la marge des politiques publiques. On a l'impression qu'ils sont considérés comme des « encombrants sans usage » pour reprendre les motifs de condamnation du DAL et des EDQ.

Nous allons vous indiquer

- ce que nous constatons aujourd'hui,
- ce que nous craignons pour demain.
- Et ce que nous demandons comme mesures pour éviter une aggravation de la situation.

Mais au moment où une majorité de Français disent leur crainte de devenir SDF, les associations attendent aussi des politiques publiques plus ambitieuses : Si la France doit sortir de la crise plus inégalitaire et plus divisée, nous aurons tous perdu.

.....

Conclusion :

Cette conférence de presse est un appel à la responsabilité de tous :

- l'Etat (augmentation des minima sociaux, augmentation du niveau des revenus pour avoir droit à la CMUC, politique du logement, régulation du crédit)
- des entreprises (politique de l'emploi)
- des syndicats (négociations ASSEDIC et Formation)
- des citoyens (entraide et aussi vigilance politique)

Les associations, qui sont les seules institutions à être crédibles aux yeux de l'opinion publique (absence de propositions alternatives par l'opposition) assumeront leur responsabilité dans l'action et dans l'alerte de nos concitoyens.